

«La Suisse freine l'avenir de la science»

RECHERCHE La détérioration de la place de la Suisse sur la carte de l'innovation sera lente mais réelle en l'absence d'accord-cadre, déclare Stephan Mumenthaler, directeur de Scienceindustries. Prochaine pierre d'achoppement avec l'Union européenne: l'équivalence des données

PROPOS RECUEILLIS
PAR EMMANUEL GARESSUS

🐦 @garessus

Scienceindustries est une organisation qui regroupe la chimie, la pharma et les sciences de la vie (arômes, parfums, biotech, etc.). Premier contributeur d'Economiesuisse, c'est l'association faitière de 75000 employés. Basée à Zurich, elle emploie 20 collaborateurs auxquels s'ajoutent une poignée d'employés pour la fondation SimplyScience, qui a pour objectif de donner le goût des sciences et de la technique aux enfants et aux jeunes. Cette association de 250 membres regroupe aussi bien les start-up que les multinationales, suisses et étrangères. «Nous ne sommes pas confrontés au problème d'intérêts divergents d'autres faitières même si les avis diffèrent parfois», assure Stephan Mumenthaler, directeur de Scienceindustries depuis trois ans. A Zurich, lors d'une interview avec Le Temps, il répond aux questions sur l'innovation suisse en temps d'incertitude.

Quel est le premier défi d'une association comme la vôtre qui se veut la porte-parole de l'innovation suisse? L'absence d'accord-cadre avec l'Union européenne (UE) nous préoccupe grandement. Les premiers effets se font déjà ressentir, par exemple au sein du programme de recherche Horizon Europe. La Suisse n'est plus qu'un pays tiers et les universités en subissent les conséquences négatives. Plus cette situation perdure et plus le secteur industriel suisse en souffrira.

Est-ce que vous observez une migration nette de scientifiques? La Suisse demeure attractive, c'est le fruit à la fois du haut niveau des universités et de la qualité de vie dans le pays. Les chercheurs sont aussi des parents qui veulent offrir une bonne éducation à leurs enfants. Mais la concurrence est rude. Les scientifiques ne manquent pas de propositions alléchantes, et la non-appartenance à Horizon Europe peut être décisive dans le choix d'établissement.

«Nous sommes au centre de l'Europe. En termes d'échanges commerciaux, le Bade-Wurtemberg est plus important pour la Suisse que l'ensemble de la Chine»

Est-ce que l'incertitude sur nos relations avec l'UE provoque une érosion de notre position internationale? Oui, ce processus d'érosion nuit au site de production, d'abord aux universités et indirectement aux entreprises. La Suisse est absente de plusieurs nouveaux projets de recherche. Si le parlement accepte le milliard de francs pour la cohésion de l'UE – ce que nous espérons fortement –, nous pourrions envoyer un signal positif et faciliter le retour de la Suisse en tant que membre associé aux programmes de recherche. Mais l'attente pourrait aussi être très longue. Le Conseil fédéral a esquissé la voie à

suivre, laquelle commence par l'accumulation de gestes de bonne volonté. La Suisse excelle en matière d'innovation, mais seule, elle n'est pas bonne. Elle ne l'est que par la qualité de son réseau.

Est-ce qu'une grande entreprise pourrait quitter le pays si rien ne se passe d'ici cinq ans? Le déclin ne se concrétise pas d'un coup par le départ d'une multinationale. Il résulte d'une multiplication de nouveaux projets de recherche menés non pas en Suisse, mais à l'étranger. La Suisse doit améliorer ses conditions-cadres.

Avez-vous une proposition? En matière d'innovation, il est par exemple urgent de combler les énormes lacunes observées dans la numérisation de la santé. Les nouveaux projets de recherche sont menés dans des pays capables de présenter des données fiables, que l'on peut générer et évaluer. Sur ce plan, la Suisse et l'Europe doivent prendre garde à ne pas se faire distancer par l'Asie et les Etats-Unis. Cette dégradation est lente et ne fait jamais les grands titres des médias. La Suisse se trouve dans la position d'une grenouille plongée dans une casserole d'eau froide, qui ne remarque pas que celle-ci est en train de chauffer et qu'elle finira ébouillantée.

La numérisation de la santé est-elle si catastrophique? Notre système de santé est performant, mais le projet de dossier électronique du patient n'avance absolument pas. Il s'agit pourtant d'un premier pas vers la numérisation. Nous parlons ici d'un simple PDF. Nous oublions que nous posons les jalons de notre avenir. Nous rejoignons ici la question européenne à travers l'échange des données. Si notre règlement sur la protection des données n'est pas compatible avec celui de l'UE, nous ne pourrions pas effectuer des échanges. Le parlement suisse a révisé le règlement à ce sujet. Mais l'absence d'accord-cadre risque d'avoir un impact négatif sur la procédure de confirmation d'équivalence. Incapables d'échanger nos données avec l'UE, nous rencontrerions un immense problème. Cela toucherait toutes les branches de l'économie, y compris les services financiers. Vous pouvez générer des données vous-mêmes ou les importer du reste du monde, mais vous devez pouvoir les chercher et les contrôler. Sans équivalence avec l'UE, ce n'est plus possible. Je rappelle que la Suisse n'existe que par son réseau.

Le prix de la souveraineté est-il surfait? La Suisse doit définir les thèmes sur lesquels elle veut être autonome. Le débat sur la souveraineté est tronqué. La Suisse participe à l'Euro de football en vertu de règles admises par tous sans chercher à y introduire des particularismes helvétiques. Elle doit retrouver le pragmatisme qui a si longtemps fait sa force et qui inclut la capacité à coopérer si nécessaire. Il ne s'agit pas d'abandonner la démocratie directe.

Ne peut-on pas choisir notre réseau? Par exemple privilégier l'Asie et les Etats-Unis si l'UE refuse nos propositions? Il n'est pas possible de courir deux lièvres à la fois. J'apprécie le multilatéralisme parce qu'il se traduit par des règles identiques pour tous. Si nous nous mettons d'accord avec les Etats-Unis, les règles ne fonctionneront plus avec l'UE. Or nous sommes au centre de l'Europe. En termes d'échanges commerciaux, le Bade-Wurtemberg est



Pour Stephan Mumenthaler, la Suisse doit retrouver le pragmatisme qui a si longtemps fait sa force. (DOMINIC BUTTNER)

plus important pour la Suisse que l'ensemble de la Chine. Nous devons d'abord être compatibles avec l'UE et regarder ensuite s'il est possible d'étendre notre réseau.

Le Conseil fédéral multiplie les accords bilatéraux. Est-ce faux? C'est le plat principal. Il en va de même pour les questions migratoires. Plus le partenaire commercial est éloigné, moins l'échange est intensif.

L'UE peut-elle, avec la protection des données, empêcher l'industrie suisse de la santé de rester compétitive? Si la Suisse était reléguée dans la santé, ce serait parce qu'elle n'aurait pas fait le ménage chez elle-même. La Suisse doit se battre pour conserver ses acquis. Le statu quo est interdit.

La pharma suisse est-elle vraiment prête à coopérer? N'a-t-elle pas refusé, en pleine pandémie, l'appel de Joe Biden à suspendre provisoirement la protection des brevets sur les vaccins contre le Covid-19? Le problème de l'approvisionnement mondial en vaccins ne peut pas être résolu en suspendant la protection des brevets. Les entreprises qui disposent

de ces brevets sont intéressées à accroître le plus possible la production de vaccins. La pandémie a d'ailleurs donné lieu à une coopération industrielle exemplaire. La difficulté consiste avant tout à accroître les capacités de production et à disposer de la main-d'œuvre qualifiée. C'est un défi dans beaucoup de pays émergents. Et même en Suisse, comme on l'a vu avec Lonza. La distribution constitue le deuxième défi. Un demi-million de doses de vaccins ont été détruites dans des pays émergents en raison du dépassement de la date d'échéance. D'ici la fin de l'année, 11 milliards de doses devraient avoir été produites. Mais le problème est aussi logistique et non pas lié à la protection des brevets. Une telle suspension serait d'ailleurs contre-productive parce que cela réduirait l'incitation à investir dans des projets de développement.

Est-ce que l'Inde peut gérer ces défis? Oui, mais je constate que dès que le virus s'est propagé dans ce pays, le gouvernement a interdit les exportations de vaccins. Ursula von der Leyen a raison lorsqu'elle souligne que si les Européens viennent tout juste de dépasser les Etats-Unis en termes de couverture

vaccinale, cela tient aussi au fait qu'ils n'ont jamais interdit leurs exportations, à l'inverse des Etats-Unis. Au début de la pandémie, la première réaction a été de se refermer sur soi-même.

Vous refusez les importations parallèles de médicaments. Etes-vous contre la concurrence? Non. Notre refus tient au fait que les importations parallèles de médicaments échappent à Swissmedic. La pandémie a pourtant montré l'importance des contrôles de qualité. Swissmedic ne pourrait plus décider de procéder à des rappels de produits. Elle ne connaîtrait pas l'origine des produits et ne pourrait pas imposer un cahier des charges aux fournisseurs.

L'industrie de la santé suisse souffrira-t-elle des projets fiscaux de l'OCDE et du G20? Pourrait-elle se passer des «patent boxes»? Nous voulions les «patent boxes» parce que les concurrents en bénéficiaient. Si elles disparaissent en Irlande et ailleurs, nous pourrions aussi nous en passer. Cet instrument, même s'il encourage l'innovation, n'a jamais été perçu comme un avantage susceptible de changer fondamentalement les règles du jeu. Tôt

PROFIL

14 août 1968 Naissance à Berthoud.

1998 Doctorat en économie internationale, Université de Bâle.

1999-2001 Conseiller d'entreprise auprès d'Accenture, Zurich.

2002-2003 Responsable des applications e-finance, Siemens, Munich.

2004-2010 Responsable des affaires économiques, Novartis International, Bâle.

2010-2018 Responsable des affaires économiques et des affaires publiques, Novartis International, Bâle.

Dès 2018 Directeur de Scienceindustries, Zurich.

ou tard, il disparaîtra. La mise en œuvre de l'accord fiscal de l'OCDE et du G20 prendra encore du temps. Le taux minimum d'imposition ne pénalise pas trop la Suisse, mais le passage du principe de la valeur ajoutée à celui du chiffre d'affaires nous désavantagera s'il n'y a pas de mesures compensatoires pour les petits pays. La Suisse devrait entre-temps soigner ses infrastructures, sa qualité de vie, son système de formation.

Le peuple a voté contre l'initiative phytosanitaire. Craignez-vous l'initiative pour l'interdiction des expérimentations animales, qui sera soumise au peuple dans quelques mois? Je suis optimiste. Le projet est extrême et dangereux. L'industrie développe sans cesse des méthodes alternatives pour réduire ces expérimentations. L'interdiction va trop loin. Si ce projet avait déjà été adopté avant la pandémie, nous n'aurions pas pu importer de vaccins, puisqu'ils sont le résultat d'expérimentations animales.

Le moratoire sur la génétique est-il éternel? L'anxiété à l'égard des nouvelles technologies est très répandue dans la population. Notre niveau de vie actuel dépend pourtant de ces innovations. Les organismes génétiquement modifiés sont aujourd'hui si proches d'une mutation naturelle que la différence n'est pas aisée à détecter. Cela devient schizophrénique. Nous pouvons utiliser des méthodes traditionnelles et provoquer des mutations par le biais de la chimie sans que cela soit illégal. En revanche, les nouveaux procédés génétiques qui ajoutent ou enlèvent sélectivement une propriété ne sont pas acceptés. Nous freinons l'avenir de la science et de la santé en Suisse.

En votation, pensez-vous que la Suisse accepterait aujourd'hui le principe de précaution? La réponse dépendrait de l'utilité à court terme. Si le citoyen pense profiter d'un nouveau médicament parce qu'il en a besoin, il est prêt à prendre un risque. Mais il peinerait sans doute à considérer les aspects à long terme. S'il devait voter sur la 5G, est-ce qu'il favoriserait l'absence d'urgence immédiate pour ses besoins propres ou les perspectives industrielles à long terme? Sans la 5G, il ne peut pas y avoir de voiture autonome en Suisse ou de drones permettant l'emploi ciblé de produits phytosanitaires. ■